Ce matin sur France Inter, le Ministre a mis en cause Laurence De Cock, porte-parole de notre collectif. Nous répondons.

Communiqué du collectif Aggiornamento histoire-géographie

ll est d'usage, dans l'écriture des programmes, que les associations disciplinaires et syndicales discutent à partir de moutures provisoires. Le collectif Aggiornamento a été auditionné en mai dernier par le CSP pour émettre un avis sur les programmes en cours et faire des propositions. En septembre, un courriel informe qu'il sera à nouveau auditionné avec les autres associations mais que personne ne pourra connaître (et discuter en interne) les projets de programme. Du jamais vu : un refus de dialogue dénoncé également par certains membres du CSP qui ont choisi d'en démissionner. Nous avons refusé ce simulacre d'audition. Le SNES a pris la même décision, s'est procuré les projets programmes par d'autres biais, et les a mis en ligne. C'est sur ces projets que se sont basés deux articles de notre collègue et porte-parole Laurence De Cock dans Libération et dans Mediapart. Elle y pointe le risque de disparition de l'histoire de l'immigration (absente des projets), de l'histoire des femmes (présente uniquement sous le prisme de grandes figures) et du traitement de la Révolution Française dans les filières technologiques (lesquelles ont des programmes à l'architecture tout à fait différente des filières générales). Depuis, face à la polémique naissante, elle a fait l'objet de mises en cause professionnelles par le CSP et ce matin par le ministre lui-même. On nous garantit que les projets de programmes mis en ligne sont des « faux » – Auraient-ils été inventés par le SNES ? L'accusation est lourde. D'autant qu'ils ont été présentés tels quels aux éditeurs scolaires. On nous assure également que toutes ces questions figureront dans les programmes définitifs. « Il n'est pas trop tard » écrivait Laurence De Cock dans son article, appelant à peser sur le CSP. Cela lui donne donc raison. A moins qu'il ne s'agisse d'une mesure d'intimidation ? Peut-on encore intervenir sur les projets de programmes en France ou doit-on se taire en attendant la formulation finale ? La question est posée. Elle est grave.
Nous avons choisi d'y répondre : nous continuerons à exercer notre droit à la critique.

Collectif Aggiornamento histoire-géographie

Pour une présentation de notre collectif, c'est ici